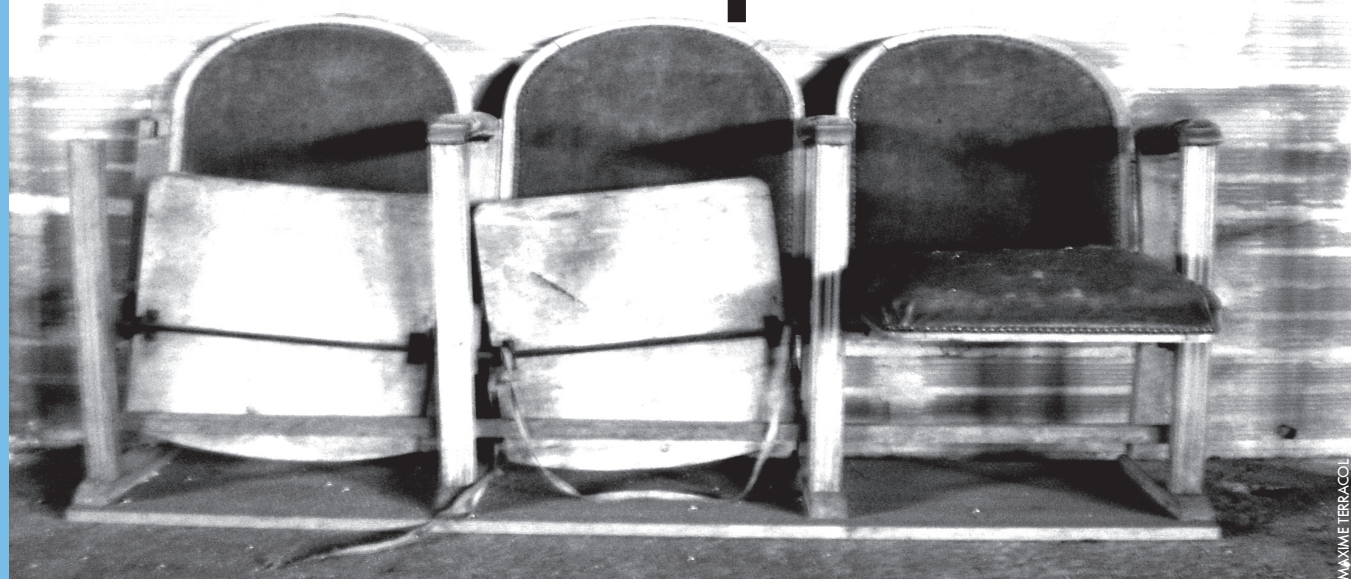


imPrimAtur

ijba

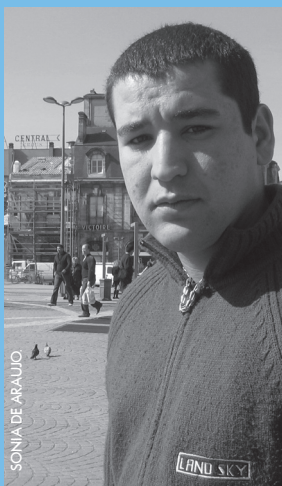
Petits théâtres sur strapontin



MAXIME TERRACOL

Même si certains arrivent à tirer leur épingle du jeu, d'autres pourraient tirer le rideau. Tour de piste de cinq théâtres bordelais. Pages 4-5.

imMigratiOn



Sans-papiers

Djillali a 22 ans. Il a tout du « bon étranger » version Sarko et pourtant il est menacé d'expulsion. Verdict le 4 avril. Page 2.

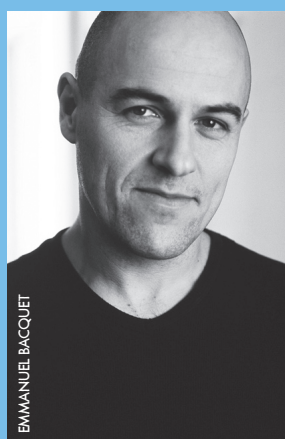
sOcial

Délocalisations

Le fléau du salarié français a frappé l'usine Arena de Libourne. Témoignage sous le choc. Page 6.



ConcErt



EMMANUEL BACQUET

Dominique A

L'ex-chanteur minimaliste laissera porter sa voix vendredi à Canéjan. Page 7.

RenDez-vOus

Poésie

Le printemps des poètes s'achève dimanche. Le temps d'un trajet, il a fait sourire les usagers du tram. Page 7.



JULIEN RENON

paPierS

Reconduite accompagnée

Carte de séjour périmée, visa rejeté à la majorité... Une situation devient vite irrégulière. Le Réseau éducation sans frontières défend les jeunes sans papiers.

Sa pochette dodue, en plastique bleu, est fermement calée sous le bras. Djillali ne la lâche plus. Cet Algérien de 22 ans est sans-papiers. Depuis plusieurs mois, il a amassé des bulletins de paie, un certificat de scolarité et des attestations en tout genre. Soigneusement classée et empilée, cette paperasse tamponnée est sa seule défense contre un arrêté de reconduite à la frontière qui lui a été adressé le 25 janvier dernier. Il a fait appel de la décision confirmée par le tribunal administratif.

« C'était en novembre 2003. Je sortais de chez moi pour aller à la fac, deux gros 4x4 de la gendarmerie se sont garés près de moi et ils m'ont arrêté. Je me suis retrouvé au dépôt, on était plus de quarante. On est resté dans un sous-sol pendant trente-cinq jours. On dormait à même le sol avec seulement une petite couverture. »

Lorsqu'il était lycéen en Kabylie, en avril 2001, Djillali a participé aux émeutes provoquées par l'assassinat d'un jeune lycéen par des gendarmes. Il était alors

membre du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie. Inquiet devant la santé fragile de son fils, le père de Djillali lui obtient un visa pour la France. Ce jeune étudiant en sciences économiques et gestion arrive à Marseille en février 2004 et se réfugie chez des amis. Traumatisé par son emprisonnement, il consulte régulièrement un psychiatre. En août 2005, il obtient un titre délivré pour raison médicale, d'une durée d'un an renouvelable. Sa présence sur le territoire français est enfin régularisée. Ce titre lui ouvre de plein droit la possibilité de travailler.

« Je sais que je vais perdre »

Pièces justificatives à l'appui, Djillali décrit avec précision, étape par étape, toutes ses démarches pour trouver un emploi et un logement. Les formations suivies, son CDI dans la restauration, puis comment tout s'est rapidement écroulé. En début d'année, la préfecture refuse de renouveler sa carte de



Djillali, 22 ans, est « hors-la-loi » malgré lui. PHOTO SONIA DE ARAUJO

séjour. Il n'a plus rien : plus de papiers, plus d'assurance, plus d'allocations, plus de possibilité de poursuivre des études. Sans argent, il doit quitter son appartement. Le 28 février, il rend les clés de son studio du quartier Saint-Michel.

« Et pourtant, je n'ai rien à me reprocher, je n'ai jamais rien volé. »

Au contraire. Je travaillais, je cotisais et je payais mes impôts ». À présent, il n'y croit plus. Épuisé, il se résigne : « Je sais que je vais perdre alors que j'ai tout fait pour m'intégrer. » L'audience publique aura lieu le 4 avril au tribunal administratif de Bordeaux.

SONIA DE ARAUJO

« Une politique de plus en plus restrictive »

Le point de vue d'Olivier Joulin, magistrat et membre du Réseau éducation sans frontières.

Qu'est-ce qu'un jeune majeur isolé ?

Ce sont de jeunes étrangers qui sont arrivés sur le territoire français en étant mineurs et sans leur famille. Selon l'ordonnance de 1945 modifiée en 1974, ils peuvent bénéficier d'un titre de séjour jusqu'à 21 ans. Les mineurs, eux, sont protégés par la Convention de New York dont la France est signataire.

Ces dispositions sont-elles appliquées ?

Elles sont actuellement remises en cause par les pouvoirs publics car elles sont supposées

ouvrir une voie d'entrée et de droit au séjour pour les candidats à l'immigration. Et comme on veut freiner l'immigration, des mesures de vérifications de l'âge des mineurs se sont développées. Pire, les dispositions légales ou réglementaires tendent à ne plus maintenir de « statut jeune majeur ».

Quelle réalité sociale et politique se cache derrière cet arsenal de lois ?

Humainement, ce sont toujours des situations difficiles. Les mineurs n'abandonnent pas leur famille. Ils ne quittent pas leur pays sans de très bonnes raisons. Ils sont contraints par les difficultés économiques et politiques de leur pays d'origine. La Convention de Genève protège les étrangers en danger qui viennent se réfugier en France. Cela pourrait

être le cas de Djillali.

La France n'est donc pas l'eldorado rêvé ?

Ce qui est sûr c'est que la situation des étrangers est régie par le gouvernement, qui influence la décision du préfet. C'est ce dernier qui prend la décision et peut revenir dessus. Mais il le fait en fonction de la souveraineté de l'État. C'est l'État qui définit qui sont ses nationaux et qui préserve les frontières. On ne peut pas parler d'arbitraire mais plutôt de pouvoir discrétionnaire. Si un match de foot a lieu, les joueurs étrangers n'auront aucun problème pour obtenir un titre de séjour.

PROPOS RECUEILLIS
PAR SONIA DE ARAUJO



sociAl

Une police plus policée

Alors que de plus en plus de victimes de bavures policières se risquent à porter plainte, les policiers changent de mœurs.

« On appelle ça une bavure. Ils appellent ça une procédure. » Les paroles de la rappeuse Diam's montrent bien que la différence entre la violence légitime et illégitime perpétrée par les forces de l'ordre ne tient qu'à un fil. La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS), créée en 2000 et chargée de « veiller au respect de la déontologie par les personnes exerçant des activités de sécurité sur le territoire de la République », a publié son dernier rapport le 8 mars. Il relève une augmentation de 30 % des plaintes déposées en 2006.

Fabien Jobard, chercheur au CNRS sur les institutions pénales et spécialiste de la police

Que signifie cette augmentation des plaintes déposées auprès du Cnds ?

En fait, pas grand-chose ! Ce n'est pas parce que le nombre de plaintes pour violences policières a augmenté, que les violences ont suivi la même pente. Simple-ment, les gens connaissent mieux leurs droits et osent en-gager une action, notamment les enfants d'origine étrangère dont les parents n'étaient pas forcé-ment au fait de la loi jusqu'à ces derniers temps. À l'inverse, cer-taines brutalités ne sont toujours pas connues car les populations les plus fragiles sont celles qui ont le moins accès aux instances d'enregistrement.

Les brutalités policières ont-elle alors augmenté ?

Le propre des violences policières est qu'elles sont inquantifi-ables. Je pense tout de même qu'elles sont moins fréquentes que dans les années 90. Une des principales raisons réside dans le fait qu'un avocat est présent dès la première heure quand le prévenu est en garde-à-vue. Avant, il n'arrivait qu'à partir de la vingt-troisième heure et... les gardes à vue s'arrêtaient à la vingt-deuxième.

Philippe Rolland, secrétaire départemental de la Gironde et régional adjoint du syndicat UNSA Police

Les brutalités policières existent-elle encore ?

Dire qu'elles n'existent pas se-rait mentir. Mais aujourd'hui les policiers violents sont mino-ritaires car c'est risqué. Un œil au beurre noir, ça ne se cache pas facilement ! Et puis désor-mais, il existe de nombreux fil-tres. Les éléments violents sont rapidement détectés et écartés de certains lieux ou services. Ce n'est pas comme avant où certaines affaires pouvaient être étouffées.

Avez-vous été confrontés à des collègues brutaux ?

Lors des rares situations brutales auxquelles j'ai été confronté, je

suis toujours intervenu directe-ment sur le fonctionnaire, même plus gradé que moi. Je n'ai ja-mais prévenu ma hiérarchie, car c'est comme pour l'alcool, elle va sanctionner mais ne va pas guérir le problème. Et puis, un moment d'égarement dû à la fatigue ou à des problèmes per-sonnels, ça peut arriver. Moi, lors d'interventions litigieuses, j'inscrivais une mention sur la main courante, dans laquelle j'expliquais ce que j'ai fait et pour quelles raisons. J'anticipais ainsi une éventuelle plainte.

PROPOS RECUEILLIS
PAR LINDA DOUIFI

La journée internationale contre les brutalités policières, initiée par diverses associations, est programmée depuis 1997 tous les 15 mars. Date à laquelle, en 1996, deux enfants âgés de 11 et 12 ans ont été gravement maltraités par la police suisse.

éthiquE

L'euthanasie pique les politiques au vif

Un procès relance le débat. Les candidats à l'élection présidentielle sont invités à prendre position.

« Nous avons aidé des patients à mourir ». L'aveu de plus de 2 000 médecins et infirmières (1) relance la polémique sur l'euthanasie. Et invite les candidats à la présidentielle à se positionner sur la question. Les signataires demandent une dépénalisation de cet acte dans certains cas précis. Ce manifeste intervient alors qu'un nouveau procès s'est ouvert lundi à Pé-rigueux. En 2003, le docteur Laurence Tramois et l'infirmière Chantal Chanel avaient aidé à mourir une femme de 65 ans atteinte d'un cancer du pancréas en phase terminale. Un procès

qui, espère-t-on chez les méde-cins, va faire avancer les débats. Tour d'horizon des différentes prises de position chez les can-didats à la présidentielle. Pour **Nicolas Sarkozy**, « il y a des limites à la souffrance qu'on impose à un être humain ». Faut-il changer la loi, alors ? « Une nouvelle législation n'est pas à ex-clure », indique-t-on dans l'en-tourage du président de l'UMP. **Ségolène Royal** se positionne en faveur d'un nouveau dispo-sitif législatif qui encadrerait des exceptions. Cette nouvelle loi aurait pour objet « de permettre aux médecins, dans des conditions

strictes du respect de la volonté de leur patient, d'apporter une aide active aux personnes en phase ter-minale ».

François Bayrou souhaite l'évo-lution de la loi actuelle tout en réaffirmant « la valeur de la vie, et le respect dû à la personne ». Jusqu'ici favorable au maintien du statu quo, le candidat UDF a déclaré qu'il était « pour que l'on ne laisse pas souffrir les gens et que l'on ne prolonge pas inutilement leur vie ».

Marie-George Buffet a indi-qué être « partagée » et ne croit pas « nécessaire un nouveau texte de loi ».

Chez les **Verts**, comme du côté de la **LCR**, on se dit favorable à une dépénalisation.

Pour **Jean-Marie Le Pen**, il faut « refuser l'euthanasie médi-calement assistée, mais autoriser l'arrêt exprimé de l'acharnement thérapeutique ».

LAURENT TOURNEUX

(1) Manifeste publié dans le *Nouvel Observateur* et dans *Sud Ouest*.



à lire sur
www.imprimatur.fr

La Belgique à l'avant-garde

Le théâtre tire la langue

Ça chauffe dans les théâtres bordelais. Motif : les subventions sont la manne la moins bien partagée du monde. Et les aigreur succèdent aux montées d'adrénaline.

DOSSIER RÉALISÉ PAR
MAXIME TERRACOL
ANNABELLE GEORGEN
NOURIA MOOLNA

Tout commence le 19 février. Ce jour-là, Stéphane Alvarez, le directeur du théâtre du Pont tournant publie sur son site internet un communiqué rageur. Un tableau y compare le montant des subventions accordées à son théâtre à ceux de ses concurrents : le Glob théâtre et le TNT.

Les 70 500 euros qu'affiche le Pont tournant peinent à rivaliser avec les 230 800 euros du Glob et les 439 970 euros du TNT. Immédiatement, les personnalités visées s'enflamment et fourbissent leurs armes pour rendre coup pour coup. Dans une lettre ouverte, ils défendent leur bout de gras : « Nous trouvons particulièrement détestable que, dans une période où chacune des structures culturelles indépendantes rencontre des difficultés économiques, vous jouiez ainsi perso, pour sauver votre propre projet. » Ambiance, ambiance.

Samedi dernier, nouvelle poussée de fièvre. La Boîte à jouer se rend à la mairie et organise sa petite manif personnelle. Un micro-atteupement de nez rouges et de chapeaux proteste contre une baisse sensible des subventions accordées à son théâtre. Un tiers de moins ! 600 chèques de dix centimes, signés par leurs fidèles, sont remis symboliquement au service culturel de l'hôtel de ville. L'événement amuse les badauds mais témoigne du malaise économique qui mine le secteur. Imprimatur est allé à la rencontre de cinq théâtres.

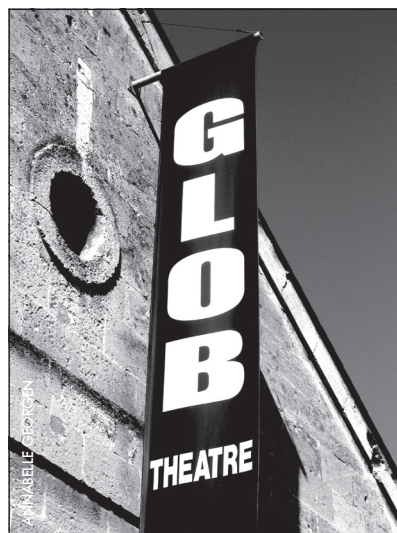
69, rue Joséphine

[Glob théâtre]

Silence, on répète. Dans une pénombre qui jure avec le soleil qui crame la façade, une poignée de comédiens s'affaire sur la scène intimiste du Glob, flanquée d'une pile de livres géante. Le Glob est ce qu'on pourrait appeler un théâtre de création. Autrement dit : un théâtre qui prend des risques. « Nous n'avons pas de vocation commerciale, résume son directeur, Bruno Lecomte, sombrement vêtu, cheveux argent broussailleux. On est là pour accompagner des artistes débutants. Le registre du TNBA, c'est l'excellence. Nous, c'est ce qui pourrait devenir plus tard l'excellence » Même s'il s'est taillé

une identité et un public, le Glob reste fragile : en 2003, il a souffert d'un déficit équivalent à la billetterie d'un an. La fréquentation a un peu baissé ces dernières années, et cette saison s'annonce difficile. « Nous courons plus après notre projet que nous le réalisons. Du coup, on est en train de le repenser. »

Fréquentation annuelle :
8 000 spectateurs.
Montant des subventions :
219 000 euros.
Part des subventions dans le budget :
50 %.



8, rue du Faubourg des arts

[Le petit théâtre]

Quartier des Chartrons. La porte est entrouverte. Eric Sanson, le propriétaire des lieux, bichonne son petit bout de scène : « Je fais un peu de ménage ». Des affiches d'anciens spectacles sont suspendues aux murs. Cet homme grand au regard bleu s'anime quand on aborde la fatidique querelle des subventions : « Le vrai problème, c'est la fréquentation ». Sans aide publique permanente, son théâtre ne fonctionne que par le biais du mécénat. Les vignobles prestigieux et les banques lui suffisent pour combler ses besoins. Il se déclare partisan d'une remise à plat de la distribution, puisque « la solution n'est pas de donner un petit peu à tout le monde ». Si ses 40 places de la salle sont prises d'assaut, si sa courbe de fréquentation s'accroît, c'est selon lui parce qu'il propose des affiches intéressantes : « Si vous imprimez ça, il y en a qui vont sauter au plafond », se régale-t-il par avance.

Fréquentation annuelle :
4000 places.
Montant des subventions : aucune.



/ subventiOns



49, rue Carpenteyre
[La lucarne]

Jean-Pierre Terracol, fondateur et toujours directeur de La lucarne depuis 1968, est serein. « *C'est simple, je ne dépense pas plus que ce que j'ai* ». Et ce ne sont pas les actuels 5 000 euros de déficit qui mettront l'ancien garage en danger. Murs de pierre, lumière tamisée, sièges rouges... Ici, on joue surtout des auteurs contemporains. Le théâtre accueille depuis quelques jours le *Mephisto* de Klaus Mann. Interprété, comme d'habitude par des amateurs. « *Amateurs au sens noble du terme, ceux qui aiment* ». La lucarne, qui a le statut d'association, ne les rémunère pas. « *Au moins, c'est clair. Pas comme chez les soi-disants professionnels qui paient une misère juste pour apaiser leur bonne conscience* ».

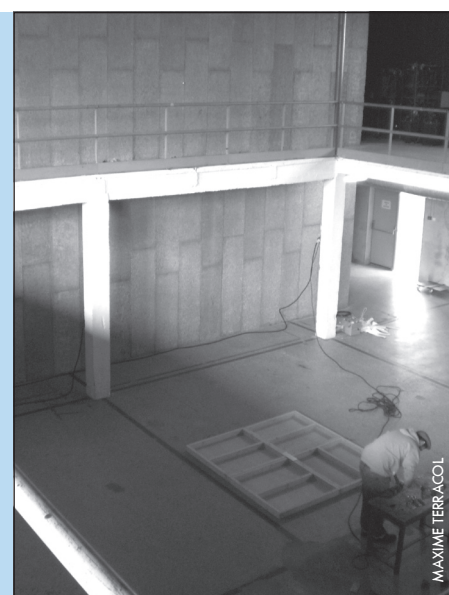
Fréquentation : 3 500 spectateurs par an
Montant des subventions : entre 10 000 et 15 000 euros
Part des subventions dans le budget : 30 %

226, cours Albert 1^{er}
[TNT]

Accrochée au bout des boulevards, l'ancienne manufacture de chaussures déborde d'activité. A la réception, trois jeunes femmes téléphonent au milieu d'une cathédrale de dossiers et de post-it. Au centre de la « nef » [le plateau, ndlr], on scie quelques planches, futurs éléments du décor. A l'étage, des chaussures traînent dans une loge et des ombres bleues se faufilent derrière une porte. Répétitions. Eric Chevanche, le directeur, est surbooké, survolté. Aborder la question des chiffres en quelques minutes, c'est mission impossible : « *On ne peut pas parler économie sans parler des projets, sinon on court vers*

l'amalgame ». Les subventions, il se bat pour les obtenir. « *C'est de la négociation* », lâche-t-il en tant que patron. Mais balancer des chiffres comme ça sans explication, ça n'apporte rien. Il dira juste que, comme n'importe quel théâtre, le TNT est fragile.

Fréquentation annuelle :
non communiquée.
Montant des subventions :
non communiqué.
Part des subventions dans le budget total :
non communiquée.



13, rue Charlevoix de Villers
[Théâtre du pont tournant]

« *Tout va mal !* », lance Stéphane Alvarez comme un signal de détresse : il risque de mettre la clef sous la porte à la fin de la saison. Son théâtre affiche un déficit de plus de 30 000 euros. Pas désertés pour autant, les 150 fauteuils bleu électrique du théâtre installé à Bacalan. La programmation éclectique, revendiquée « *d'intérêt général et pas*

pseudo avant-gardiste », a ses fidèles. Mais voilà, les subventions sont trop faibles pour faire tourner correctement la baraque. Le metteur en scène veut lui aussi sa part du gâteau. « *Est-ce que ce quartier doit rester le parent pauvre de la ville ?* » Réponse en juin, quand la mairie aura rendu sa décision.

Fréquentation annuelle :
10 000 spectateurs.
Montant des subventions : 70 500 euros.
Part des subventions dans le budget : 14 %.



chÔmagE

« On s'est fait avoir »

L'usine de maillots de bain Arena ferme fin mars. Encore à leurs postes, les 169 salariées vivent dans la peur du lendemain. Les déléguées du personnel parlent.

L'ambiance actuelle à l'usine...

On commence juste à réaliser que ça ferme à la fin du mois. À chaque atelier qui s'éteint, la peur du lendemain augmente. Certaines préfèrent ne pas en parler, mais le mal de vivre est partout. Quelques-unes se sont mises à pleurer en recevant leur dernière commande de pièces. On termine la production en bonne et due forme, pour la bonne raison que les clauses du plan de reclassement l'exigent. Mais plus personne ne veut entendre parler de maillots de bain, de rendement, de l'usine. On aurait tellement voulu qu'elle vive...

Quelle amertume dans vos propos...

Beaucoup ont bossé toute leur vie pour cette boîte, parfois dès 14 ans. Et on se fait jeter comme de vieilles chaussettes : comment ne pas avoir la haine contre ces gens-là ? On s'est fait avoir ! La direction pense que son plan est honnête, mais est-ce vraiment honorable de mettre 169 personnes sur la paille quand on fait de tels profits ? Aucune solution sérieuse de maintien du

site n'a été étudiée, alors que le maire de Libourne, entre autres, nous soutenait là-dessus. Il a dû se rendre à l'évidence, comme nous : les actionnaires avaient décidé de délocaliser, et vite. Vu la moyenne d'âge des employées, 45 ans, on aurait pu envisager fermeture moins brutale ; des solutions existaient.

Quid du fameux plan de reclassement ?

C'est pas de l'argent qu'on voulait, c'était garder notre travail. Mais de ce côté-là, on a peu

d'espoir, compte tenu de la moyenne d'âge. D'autant plus que beaucoup n'ont travaillé que sur un seul type de machine toute leur vie. Certaines ont déjà engagé des démarches pour trouver un nouvel emploi, d'autres ont besoin de retrouver des forces pour se mettre à chercher. Après la fermeture, chacun devra se battre seul, on ne se reverra plus. Des collègues se retrouveront avec 900 euros d'Assedic par mois, parfois des femmes seules, avec des enfants et une maison à payer... Ça de-

viendra des Don Quichotte ! Quelle vie nous reste-t-il à vivre après ça, quand on sait qu'on ne retrouvera pas d'emploi ?

Que de bouleversements en quatre mois...

Ça a été très difficile à vivre, et c'est pas fini. On s'est pris le coup de massue dans une réunion, en novembre dernier. Le directeur a commencé par nous féliciter sur la rapidité et la qualité de la production, pour finalement nous asséner la nouvelle : l'usine ferme. On a dû garder le secret trois terribles jours avant de le révéler à tous. En tant que membre du CE, on était entre deux feux : la direction et les salariées. Avec les salariées, on ne s'est pas toujours compris. Il y a eu de la colère, on en a souffert. Ensuite, avec la direction, on s'est battu tant qu'on a pu au cours de vingt réunions de négociation. Comme on n'a aucune formation juridique, ça a été dur. On nous a conditionnés pendant des années à travailler sans réfléchir, et d'un coup, il a fallu se défendre toutes seules.

PROPOS RECUEILLIS
PAR GWEN CATHELINE
(AVEC MATTHIEU FAUROUX)



La marque de Laure Manaudou a réalisé des profits records ces dernières années. PHOTO G. C. ET M. F.

poLiTiQue

Fillias, libéral musclé



plus d'infos sur
www.imprimatur.fr

Le plus jeune candidat à la présidentielle vient de se désister pour François Bayrou. Il sera en meeting à Bordeaux vendredi pour préparer les législatives.

Vous pensiez tenir en Nicolas Sarkozy l'homme politique le plus libéral que la France ait connu depuis cinquante ans ? C'était compter sans Edouard Fillias. À 27 ans, le chef de file d'Alternative libérale, dernier avatar de la défunte Démocratie libérale d'Alain Madelin, propose rien moins que le démantèlement de la sécurité sociale, la fin des aides de l'État (remplacées par une allocation unique de

500 euros par mois) ou encore la privatisation de la SNCF. A côté, le patron de l'UMP ferait presque figure de candidat d'extrême-gauche, c'est dire ! S'il vient tout juste de jeter l'éponge faute des parrainages nécessaires, l'ancien benjamin des postulants à l'élection présidentielle n'a pas renoncé à défendre ses idées. Lesquelles ne se résument pas à cet ultralibéralisme économique. Ce « libéral-li-

bertaire », qui déclare à qui veut l'entendre que les États-Unis sont des faux libéraux, revendique un libéralisme autant sociétal qu'économique. En vertu de la sacro-sainte liberté individuelle, il se prononce pêle-mêle en faveur du cannabis, du mariage homosexuel, du port du voile, de la légalisation de l'euthanasie et même de la prostitution... Irresponsable ? C'est en tout cas l'avis des élus de la République.

Edouard Fillias a donc décidé de soutenir François Bayrou, le plus à même selon lui de faire émerger ses idées, notamment grâce à l'instauration de la proportionnelle. Le modéré patron de l'UDF se montrera-t-il effarouché par tant d'audace ?

Edouard Fillias en meeting à Bordeaux, mairie de Caudéran, vendredi, 19 h 30.

PIERRE MAILHARIN



cUltuRe

Ça rime dans le tram



en vidéo sur
www.imprimatur.fr

La 8^e édition du Printemps des poètes s'achève dimanche. L'occasion — ou la surprise — de voir déambuler des comédiens ailleurs que sur les planches.

Le poète bordelais est un avant-gardiste. Il a un tram d'avance. Le printemps n'a pas encore commencé que déjà il le célèbre. À sa façon. Organisé, agissant en bande. En gang poétique. Avec ses complices, il choisit une rame. Une trame. Se mélange à la foule et sort de nulle part. À la surprise des voyageurs. « *Nous sommes heureux de vous offrir un moment de musique et de poésie !* », lance Daniel. Les bras levés et le sourire aux lèvres. Les visages se crispent quelque peu parmi les passagers. La peur de se voir réclamer de la monnaie ou des tickets-restaurants sans doute. Et puis très vite, ils se détendent. Les doigts de Mariàn, l'accordéoniste roumain, y sont pour beaucoup. Jeanne entre en piste. « *Oh poésie, po-ésie, poésie... Eh bien non, il n'y a plus assez de poètes. Il faudrait les couper en deux* ». Arnaud, jusque-là assis sur un strapontin, se lève. Et en montrant ses chaussures, lui rétorque : « *Quelles mystérieuses merveilles que mes deux pieds* ». Dialogue de sourds. Mais qui attire les regards et commence à faire son effet. Certains restent



Comme Jeanne, ils sont une quinzaine à célébrer le printemps des poètes dans le tramway. Chapeau ! PHOTO JULIEN RENON

interloqués. Notamment quand Jeanne s'agrippe aux barres de maintien. Gesticule la tête en bas. Et déclame : « *L'amour fou... Ouh ouh... Et l'amour a foutu le camp* ». Ou quand elle monte sur les épaules d'un ami. Qu'elle lui pique son chapeau et qu'elle interpelle les voyageurs : « *Monsieur ! Monsieur ! En cin-*

quante ans, j'ai vu mourir un monde. Qu'est devenu le petit peuple des montagnes ? Qu'est devenu le petit peuple des campagnes ? »

« *D'habitude, les gens font tous la gueule* »

Mais quand il est l'heure des câlins, certains la prennent aux mots. Et l'enlacent quand elle

les regarde avec insistance. Et leur dit : « *Dans mes bras mon amour* ». Difficile de résister. D'autres s'improvisent comédiens. Et donnent la réplique à Arnaud qui parle du pied d'une femme qu'il a aimée : « *Je le mettrai sur une table. Je le regarderai, longtemps fasciné par sa beauté. Puis, je le jeterai dans le ciel et il repartira vers sa propriétaire qui, sûrement, sera heureuse de le retrouver* ». « *Enfin, si elle a des pieds* », répond un jeune. Jeanne en a, elle. Et elle a voulu s'en servir une fois. « *Un jour, j'ai voulu faire du mal. Et j'ai sauté dans une flaque d'eau mais elle a été plus rapide que moi et elle s'est enfuie* ». La fuite, le trio n'y pense même pas. Car après les regards incrédules, c'est l'heure des applaudissements. Et des compliments entendus au hasard des conversations. Comme celui de cette fillette : « *Je croyais que c'était interdit de monter sur les sièges du tram. Mais au moins ça a mis de l'ambiance. D'habitude, les gens font tous la gueule* ». Un sourire le temps d'un trajet. Intermittents du spectacle tout simplement.

JULIEN RENON

cOnceRt

Derniers tours d'horizon



le clip sur
www.imprimatur.fr

Un an de tournée et Dominique A pose son spleen envoûtant vendredi à Canéjan.

On se réveille un matin d'hiver. Le ciel est gris, le café chaud. On sort. Les bouches d'égoût soufflent leur vapeur au nez des passants, comme des geysers au ralenti. On ne sait pas si c'est beau ou triste. On se dit que c'est triste. On se dit que c'est beau aussi. On se dit qu'on n'a pas envie d'en savoir davantage, qu'on veut juste profiter de cette sensation, cette impression d'être hors du temps. Tranquille. La musique de Dominique A ressemble à ça : à tout et rien.

La guitare sèche, énergique, donne le rythme. Mais les notes sont graves, ténébreuses. Une voix chaude couve l'ensemble. Il est loin, l'étudiant à la voix fluette qui bidouillait son magnétophone nantais pour enregistrer un premier vinyle dépouillé. Seize ans ont passé depuis *Le courage des oiseaux*. Le chanteur a perdu quelques cheveux ; il a gagné

« *Il est temps de sortir du sommeil des rennes car nul ne vous attend autant que l'horizon.* »

de l'assurance, de l'épaisseur et un son chavirant, enveloppant. Vanté par ses modèles (Bashung, Gréco), admiré par ses héritiers (Mickey 3D, Cali), il continue pourtant son chemin seul, hors du champ des caméras. *L'Horizon*, son huitième et meilleur album, invite au voyage. Il parle d'une tribu malgache et d'un brise-glace groënlandais. D'un camion également, impro-

bable métaphore romantique de l'amour qui résiste aux obstacles.

Sur scène, Dominique A s'appuie sur son quatuor habituel : guitare, synthé, cuivre, batterie. Tout n'est pas saisissable mais l'évidence est là. Ne reste qu'à se laisser porter.

En concert salle Simone Signoret à Canéjan, vendredi à 21 h.

Clip Dans un camion sur : www.imprimatur.fr

AUGUSTIN ARRIVÉ

conCepT

Laver, sécher, bouquiner

Place Fernand Lafargue s'est installée la première laverie-bouquinerie de la ville. Principe adoucissant : on y fait trampouiller le linge au milieu des bédés, des Cds, des vinyles et des cartes postales. Visite entre deux programmes laine et coton.

10 h 15

La matinée démarre. Autour des tambours, Clémentine, une étudiante en théâtre, met en route une lessive. Elle n'a jamais rencontré la propriétaire des lieux. Une porte rouge scinde la laverie en deux : d'un côté les machines à laver et de l'autre les bouquins.

10 h 25

Clémentine s'en va, un jeune homme entre à son tour. Clément a 29 ans. Il est serveur dans un bar place Camille-Julian. Il vient régulièrement nettoyer son linge ici. « Je l'ai vue une fois, la femme qui tient la boutique. Il y a des bouquins partout derrière la porte, c'est une idée rigolote, on devrait faire ça avec des télévisions. »

10 h 45

Le lavomatique est en panne de clients. La porte rouge reste fermée. C'est le temps du café de milieu de matinée. Au bar « Le chalet », à quelques encablures de là, Laura gère son affaire

depuis plus de trente ans : « La propriétaire de la laverie, elle s'appelle Patricia. C'est ma copine. Je la connais depuis plus de dix ans. Avant, elle tenait déjà une bouquinerie. » – « Vous êtes sûre ? », coupe Noël, le seul client du café. « Moi, j'en suis moins sûr... Patricia est une femme coquette, elle a 51 ans et habite le Bouscat. » – « Elle devrait arriver », renchérit Laura.

11 h 15

Patricia Cazeaux arrive sur son lieu de travail. Il y a 12 ans, Patricia a divorcé. Après plusieurs années à gérer des affaires dans l'immobilier, elle a complètement changé de vie. Elle a d'abord travaillé dans une bouquinerie, « La vie de Bohème », rue Furtado. Puis, quand la boutique a mis la clé sous la porte, elle a loué les 70 mètres carré du local place Fernand-Lafargue. La laverie est née au début des années 1990, la bouquinerie en l'an 2000.

« Ici, Patricia, c'est la star ! »

Midi

Pour un euro, on peut acheter quatre vieux 45 tours : Week-end de Dave, produit en 1980, Nicole Croisille avec Téléphone-moi ou encore Alain Barrière (Une autre vie). Chez Patricia, tout est classé par genre et par



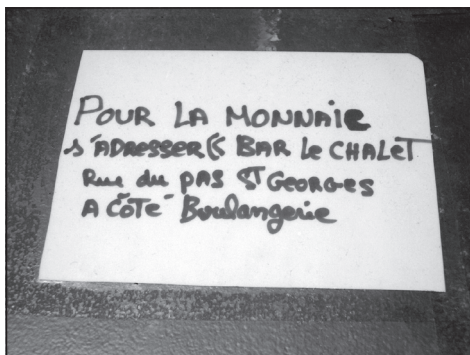
Brigitte, Patricia et Laura. Il est midi, la bouquinerie vient d'ouvrir.

PHOTO MARIE-HÉLÈNE MERLINI

auteur. Hitchcock, Paul-Loup Sulitzer, la guerre d'Indochine en 4 volumes, Changer tout de Christine Bravo. Les œuvres littéraires majeures côtoient la littérature promotionnelle. « 80 % de mes revenus, c'est la laverie ; la bouquinerie, c'est un amusement. » Un amusement peu lucratif, certes, mais qui a forgé la renommée de Patricia dans le quartier. « Ici, c'est la star », lâche Jean-

Baptiste, un habitué des lieux. « Ça fonctionne sur l'échange de services, ici. Quand Patricia est là, elle plie le linge des copains. Elle nourrit les poissons rouges des étudiants pendant les vacances ». Ce matin, Jean-Baptiste est passé dire bonjour en voisin. Comme Brigitte et sa maman, Laura, Noël... Il est 12 h 45, la journée de Patricia commence.

THIBAUT LEFÈVRE



www.imprimatur.fr

Fondateur : Robert Escarpit • Directrice de publication : Maria Santos-Sainz • Rédacteur en chef : Josselin Giret
Secrétariat de rédaction : Gwen Catheline
IJBA • 1, rue Jacques-Ellul • 33080 Bordeaux cedex • 05 57 12 20 20 • journalisme@ijba.u-bordeaux3.fr
ISSN 0397-068X • Imprimerie : La Nef Chastresse, Bordeaux